



CONFERENCE DES **COMMANDANTS DES POLICES CANTONALES**
CENTRE NATIONAL DE COMPÉTENCES **TECHNIQUE ET INFORMATIQUE POLICIÈRES TIP**



CENTRE DE COMPÉTENCE TIP

RAPPORT ANNUEL 2020

**BUREAU INFORMATIQUE POLICIÈRE &
PROGRAMME HIP**

BUREAU TECHNIQUE POLICIÈRE

Contenu	Page
1 INTRODUCTION	4
1.1 Organisation et personnel	4
1.1.1 Introduction	4
1.1.2 Bureaux Informatique policière et Technique policière	4
1.1.3 Comité du programme HIP (CP HIP)	4
1.1.4 Comité de pilotage TIP (CoPi TIP)	5
1.1.5 Direction du programme HIP & TIC (DP HIP & TIC)	5
1.1.6 Direction du programme de technique policière (DP TP)	5
1.1.7 Groupe de travail Communication (GT Com)	5
1.1.8 Accord TIP Suisse	5
1.1.9 Mise en place de la nouvelle organisation Appels d'urgence	6
1.2 Rapports et communication	6
2 RAPPORT D'ACTIVITÉ BUREAU INFORMATIQUE POLICIÈRE 2020	7
2.1 Introduction	7
2.2 Programme HIP	7
2.2.1 Diffusion nationale de PICSEL: initialisation du projet	7
2.2.2 Remplacement de la valise Marenus initialisation du projet	7
2.2.3 eCH-0051 Mise à jour majeure 3: initialisation de projet / groupe d'experts	7
2.2.4 newVostra-NAVS13: initialisation du projet et phase conceptuelle	7
2.2.5 Plateforme de consultation nationale: initialisation du projet	8
2.2.6 Directive de l'UE sur les armes: initialisation du projet et phase conceptuelle	8
2.2.7 Analyse des besoins et du potentiel eST (ABP): phase conceptuelle	8
2.2.8 Traitement électronique des amendes d'ordre (eOBV en Suisse): phase conceptuelle	8
2.2.9 Redesign AFV: phase conceptuelle et réalisation	9
2.2.10 Intranet as a Service – nouveau portail TIP: réalisation et mise en service	9
2.2.11 AFIS@mobile: réalisation et mise en service avec la première commande groupée	9
2.2.12 polAssist: réalisation et mise en service	9
2.3 Association TIP	10
2.3.1 Introduction	10
2.3.2 Suisse ePolice (SeP)	10
2.3.3 App pour les unités spéciales (App SOE)	10
2.3.4 Instant Messenger Police (app IMP)	10
2.3.5 secEMAIL	10
2.3.6 Service de localisation (OSO)	10
2.3.7 Consultation en ligne des registres d'armes (CLRA)	10
2.3.8 Application Prévention des cambriolages (app EP)	11
2.3.9 Infosearch (IFS)	11
2.3.10 Test en ligne pour cyclistes (OnRad)	11
2.3.11 Gestion des identités et accès (IAM)	11
2.3.12 KEP: intégration au portefeuille de l'association et conclusion du projet	11
2.4 Mandat OFPP	12
2.4.1 Message RDS	12
2.4.2 POLYCOM / WEP2030	12
2.4.3 POLYCOM / TPH 900	12

2.4.4	Contrats de maintenance POLYCOM	13
2.4.5	Communication mobile sécurisée (MSK)	13
2.5	Portefeuille TIC	14
2.5.1	Développement de l'acquis de Schengen	14
2.5.2	Système de vidéoconférence	14
2.5.3	Smartcard Prestaged	14
2.5.4	Révision de l'ordonnance sur les services de télécommunication	14
2.5.5	Protection de base TIC	15
2.6	Portefeuille Technique policière	15
2.6.1	Radar technologique Technique policière	15
2.6.2	Véhicule d'intervention policière 2025 (réduction du CO ₂ et protection des données)	15
2.6.3	Carte de police nationale	15
2.6.4	Dispositifs incapacitants – Taser 7	16
2.6.5	Statistiques nat. sur les interventions avec des armes à feu et dispositifs incapacitants	16
3	RAPPORTS FINANCIERS	16
3.1	Introduction	16
3.2	Programme HIP	16
3.3	Bureau Informatique policière (IP)	20
3.4	Bureau Technique policière (TP)	21
3.5	Jugement de l'organe de révision externe BDO	23
4	BILAN ET PERSPECTIVES POUR 2021	23
5	DESTINATAIRES	24
6	ANNEXE	25
6.1	Membres du comité de programme HIP (CP HIP)	25
6.2	Membres du comité de pilotage TIP (CoPi TIP)	25
6.3	Membres Direction du programme HIP & TIC (DP HIP & TIC)	26
6.4	Membres Direction du programme Technique policière (DP TP)	26
6.5	Membres du groupe de travail COM (GT COM)	26

1 Introduction

En 2020 paraît pour la dernière fois un rapport annuel consolidé sur le programme HIP, le mandat de prestations OFPP et les autres activités de l'informatique policière et de la technique policière (TIP). Le rapport fournit des informations sur les activités et finances 2020 de TIP et HIP.

TIP/HIP est un vaste réseau de coopération au sein duquel de nombreux représentants de la milice issus des Corps de police cantonaux et communaux ainsi que des services fédéraux exerçant des tâches de police réalisent des projets communs et gèrent ensemble des solutions fédérées en matière d'exploitation. Tous participent de manière déterminante aux activités décrites ci-après.

1.1 Organisation et personnel

1.1.1 Introduction

2020 restera dans les annales à bien des égards. La situation extraordinaire due à la pandémie de coronavirus a mis à l'épreuve la coopération interorganisationnelle. Au cours de cette année, tout le monde a pu constater à quel point les outils numériques façonnent notre vie quotidienne et comment ils peuvent nous aider à faire face à cette situation difficile. La vidéoconférence est devenue courante pour pratiquement tous les organes en 2020 et il sera difficile de s'en passer à l'avenir.

Malgré ces conditions, les travaux de mise en œuvre de la réorganisation ont été poursuivis après l'approbation de la nouvelle version de l'accord TIP (CTIP) en novembre 2019 et sa ratification par les cantons et les services fédéraux. Le quorum de 18 cantons a été atteint à temps en septembre 2020 et lors de la réunion d'automne de la CCDJP, il y avait 23 cantons en plus de la Confédération. Les 3 autres cantons ont besoin d'un peu plus de temps pour finaliser les votes parlementaires, mais sont également intéressés à participer.

2020 a aussi été marquée par des changements de personnel en matière de coopération policière. Dès le début de l'année, de nombreux changements au sein des organes de milice ont été communiqués; en milieu d'année, la fermeture du bureau Technique policière (TP) a été mise en œuvre et, fin 2020, les premiers changements dus à la réorganisation ont été communiqués. Vous trouverez de plus amples informations dans les chapitres suivants ainsi que les représentations détaillées par organe en annexe.

1.1.2 Bureaux Informatique policière et Technique policière

Suite au départ d'Adriana Först fin mai, le secrétariat des bureaux a été effectivement vacant jusqu'en fin d'année. Fin juin, Marc Buschta, chef du bureau Technique policière, a célébré son dernier jour de travail. En raison d'un changement de fonction de Roger Bühner, président de la direction du programme Technique policière, le domaine Technique policière n'était plus couvert à partir de juillet, ce qui a signifié que les activités dans ce domaine ont dû être en grande partie suspendues. Les demandes reçues et les travaux du domaine Technique ont été répartis autant que possible entre les employés du bureau Informatique policière, déjà fortement sollicités.

Le Bureau Informatique policière a également maîtrisé cette situation difficile en unissant ses forces, et il a atteint les principaux objectifs en 2020. Début avril 2020, la mise en service de la nouvelle solution SharePoint multi-clients - le portail TIP - qui est désormais connecté à l'administration centrale des utilisateurs a constitué une étape importante. Ce résultat a été obtenu notamment grâce au soutien fourni déjà en 2019 par les auxiliaires estudiantins, qui ont heureusement pu compter à partir de juillet 2020 sur le renfort d'un stagiaire. Avant l'automne 2020, le nouveau CRM avait été rempli par tous les représentants des organes et enrichi par la gestion des contrats de tous les prestataires.

Outre le portefeuille qui a encore augmenté, la préparation de la réorganisation notamment a mobilisé une part non négligeable des ressources en personnel. De plus, en raison de la pandémie, les réunions ont dû être reprogrammées à plusieurs reprises ou remplacées par des procédures par voie de circulaire.

1.1.3 Comité du programme HIP (CP HIP)

Au sein du CP HIP, il y a eu un changement dans la représentation de la POCA ZH ainsi que de l'AFD; la CdE Barthoulot a également annoncé sa démission le 14 septembre et le changement du Commandant de liaison TIP a suivi à l'automne 2020. Le Cdt Burkhard a été élu président de la CCPCS le 3 novembre 2020 et le Cdt Blättler a repris la direction du domaine d'activité stratégique TIP en tant que Commandant de liaison.

En passant à des salles de réunion plus grandes, trois des quatre réunions du CP HIP ont pu se dérouler physiquement. La réunion de décembre a été remplacée par un rapport écrit et une prise de décision par voie de circulaire.

1.1.4 Comité de pilotage TIP (CoPi TIP)

Le comité de pilotage TIP a également vécu de nombreux changements parmi les représentants de la milice. Outre le changement de président, il y a eu un changement au Concordat ZPK, à l'AFD et à la présidence de la direction du programme Technique policière.

Les réunions du comité de pilotage TIP ont été davantage affectées par la crise sanitaire, une des quatre réunions s'étant tenue physiquement en février 2020, les autres réunions, par vidéoconférence.

1.1.5 Direction du programme HIP & TIC (DP HIP & TIC)

Hormis deux départs, les effectifs de la direction du programme HIP & TIC sont restés stables. En fin d'année, deux sièges étaient vacants (ZPK et OFPP).

Deux des sept réunions prévues ont été annulées en raison de la pandémie (mars et novembre). Une réunion de deux jours a toutefois pu être organisée à Langenthal en juin 2020.

1.1.6 Direction du programme de technique policière (DP TP)

Au cours de l'été 2020, comme mentionné ci-dessus, trois postes sont devenus simultanément vacants au sein de TP, ce qui a signifié qu'il n'y avait plus de présidence, de direction et de secrétariat à partir de juillet. Par conséquent, aucune réunion de la direction du programme Technique policière n'a eu lieu au second semestre 2020. Début novembre, Beat Weibel, POCA BE, a été élu pour succéder à Roger Bühler, POCA ZH. Une fois qu'il aura pu se familiariser avec les structures et dossiers, une mise à jour de la technique policière sera entreprise.

1.1.7 Groupe de travail Communication (GT Com)

Suite à la réorientation de 2019, le groupe de travail Communication a commencé l'année 2020 sans - ou avec - un organe distinct ERFA Technique Appels d'urgence.

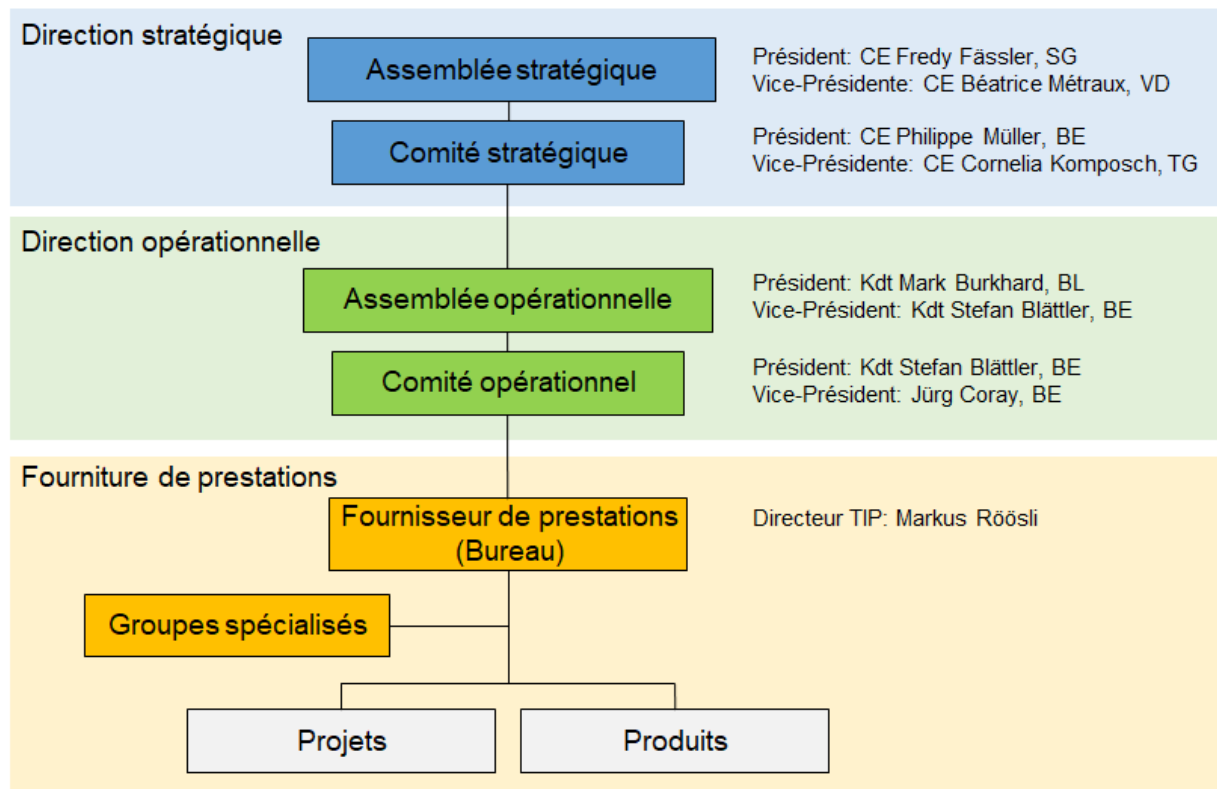
Au cours de l'exercice 2020, deux réunions d'une journée ont eu lieu à Zurich et Berne - la traditionnelle réunion de deux jours à Schwarzenbourg a été raccourcie à une demi-journée de vidéoconférence en raison de la pandémie.

1.1.8 Accord TIP Suisse

Après l'approbation de l'accord TIP (CTIP) révisé à l'automne 2019 et la validation du mandat de projet Réorganisation TIP, HIP et PSS, les travaux conceptuels ont commencé au 1^{er} trimestre 2020. Une organisation de projet spécialement constituée a suivi les travaux. Le controlling de projet est effectué par Wigger & Partner Consulting AG sur mandat externe.

À la mi-août 2020, les principales clarifications juridiques avaient été effectuées. Tous les divers documents fondamentaux, comme le concept de transfert, le règlement interne et le règlement financier, y c. les annexes et diverses ébauches de mise en œuvre pour TIP Suisse, ont été envoyés à tous les représentants des structures TIP et HIP pour consultation. Dans les mois qui ont suivi, les représentants des organes de pilotage ont été désignés afin qu'en novembre, à l'occasion de la réunion d'automne de la CCDJP, l'assemblée fondatrice de TIP Suisse puisse avoir lieu et que les bases réglementaires soient adoptées et les représentants des organes concernés, nommés. Le poste de directeur TIP a également été approuvé comme nouveau concept; il dirigera le futur fournisseur de prestations. Markus Rösli, ancien président de la direction du programme HIP et TIC, a été proposé à l'élection et officiellement élu comme nouveau directeur TIP Suisse lors de la réunion de travail III de la CCPCS.

Les travaux de mise en œuvre ont commencé dès que les décisions finales ont été prises. Dans le domaine financier en particulier, il y a des changements majeurs à apporter, qui sont décrits en détail dans le concept de transfert.



1.1.9 Mise en place de la nouvelle organisation Appels d'urgence

Début 2020, le nouveau règlement intérieur de l'organisation Appels d'urgence a été adopté. Les différents organes: comité de pilotage Appels d'urgence, ERFA Technique Appels d'urgence et ERFA Tactique Appels d'urgence ont continué à être épaulés par le bureau TIP en 2020. En outre, un mandat Appels d'urgence indépendant a été mis en place sur le portail TIP.

1.2 Rapports et communication

Les outils de communication en place, à savoir le bulletin d'information TIP et les rapports d'état concernant le portefeuille de projets ont à nouveau servi à la fréquence habituelle en 2020. Durant le premier confinement, le contenu du bulletin d'information a été délibérément développé afin de lutter contre le manque d'information lié à la situation. La liste de distribution des deux médias a été optimisée dans le courant de l'année, après que tous les représentants des différentes organisations de projet et d'exploitation aient été entièrement enregistrés dans le nouveau CRM du bureau en 2020. Le bulletin d'information TIP est désormais envoyé à quelque 440 personnes, tandis que les rapports sur l'état d'avancement des projets et les solutions d'exploitation atteignent même 600 destinataires. En raison de l'augmentation du nombre de sujets, les articles du bulletin d'information ont été considérablement raccourcis à partir de l'été 2020 et complétés par des informations séparées, plus détaillées, sur les projets et les opérations, selon les besoins. Suite à la migration vers le nouveau portail TIP, la tendance à envoyer moins de courriers mais à donner accès à des informations actuelles et pertinentes à tout moment via le portail s'est également accentuée.

Au vu de la réorganisation à venir, peu de choses ont changé sur le site web HIP en 2020. En 2021, une migration du contenu existant vers un nouveau domaine «TIP Suisse» sera nécessaire.

Des rapports ont été remis régulièrement tant sur le plan de la stratégie politique (CCDJP) que sur celui de l'opérationnel des Commandants (CCPCS).

Après un report de mai à septembre, la session plénière PSS-TIP a pu se dérouler physiquement à Berne, bien qu'avec un nombre réduit de participants. Malheureusement, le SPIK a dû être annulé au printemps sans être remplacé.

2 Rapport d'activité Bureau Informatique policière 2020

2.1 Introduction

Le bureau Informatique policière propose aux autorités de police un accès consolidé aux principaux sujets informatiques intercantonaux importants pour la police.

2.2 Programme HIP

Afin d'organiser de manière systématique les différents projets, ceux-ci sont divisés par phase de réalisation. Le rapport commence par les initialisations de projets et se termine avec les projets en phase de lancement ou de déploiement.

2.2.1 Diffusion nationale de PICSEL: initialisation du projet

Bertrand Schnetz, Com Div - Chef de la Police judiciaire POLCA JU, a rédigé au premier semestre 2020, avec le concours de fedpol et de TIP, une requête d'initialisation de projet pour PICSEL. Ce point a été discuté lors de la RT III de la CCPCS et de l'assemblée d'automne de la CCDJP, et la phase d'initialisation a été validée. Les processus de travail actuels ainsi que les conditions-cadre technologiques et juridiques pour une diffusion nationale de PICSEL ont été analysés par les groupes spécialisés. L'étude avec les variantes de solution et les recommandations pour les étapes ultérieures sont prévues pour janvier 2021.

2.2.2 Remplacement de la valise Marenius: initialisation du projet

Le 13 novembre 2018, les participants à l'atelier annuel de l'ISP «Negotiating Group Leaders» ont demandé au groupe de travail Technique de clarifier l'avenir de la «valise Marenius» utilisée dans toute la Suisse. Le rapport a conclu que la technique utilisée jusqu'à maintenant devait être remplacée d'ici fin 2020. Des recommandations transitoires ont permis de gagner du temps. En collaboration avec le bureau TIP, une requête d'initialisation de projet a donc été rédigée en 2020, qui a été approuvée lors de la RT III de la CCPCS. fedpol et la Principauté de Liechtenstein participent aussi à ce projet. Des recommandations sur les options de remplacement envisageables devraient être formulées en 2021.

2.2.3 eCH-0051 Mise à jour majeure 3: initialisation de projet / groupe d'experts

Le comité de pilotage TIP a décidé le 5 mars 2020 de valider l'initialisation d'une mise à jour majeure 3 pour le standard eCH-0051. En plus des ressources en personnel HIP, la rédaction de l'étude a été financée par un programme de soutien de l'association eCH. Les sujets principaux de la phase d'initialisation de projet sont la définition du futur processus décisionnel, notamment l'intégration de TIP et HIJP dans les structures de l'association eCH ainsi que la définition des champs d'intervention pour l'apurement et l'optimisation d'un standard d'interface qui, par le passé, a enregistré une croissance organique. Une telle mise à jour majeure ayant des incidences sur toutes les interfaces concernées par l'exploitation, des considérations sur le rapport coûts-utilité pour un apurement seront un élément central de l'étude. Les résultats de la phase étaient disponibles à la fin de l'année. L'étude et le descriptif du projet seront finalisés début 2021.

La version actuelle du standard a été étendue pour que le projet Directive de l'UE sur les armes puisse réaliser les interfaces pour le guichet unique envisagé. Les exigences du domaine des armes, de newVOSTRA et d'autres projets de moindre envergure ont été analysées, et une variante de solution a été élaborée. L'objectif est de remettre mi-janvier 2021 à l'association e-CH la demande pour la mise à jour mineure 2.10, afin que la version puisse être publiée début mars 2021.

2.2.4 newVostra-NAVS13: initialisation du projet et phase conceptuelle

Conformément à la nouvelle législation sur le casier judiciaire (art. 63 LCJ), les autorités cantonales chargées des armes doivent, avant d'octroyer une autorisation, de retirer une autorisation ou de placer une arme sous séquestre, vérifier dans VOSTRA si la personne concernée a un casier judiciaire. Une interface de consultation sera donc proposée par newVostra à partir de 2023. Une information sur cette interface ne sera donnée que lorsque la consultation sera effectuée avec le NAVS13 univoque.

Le 5 février 2020, le comité de pilotage TIP a validé la phase d'initialisation pour un projet correspondant. Par la suite, les conditions légales pour la gestion du NAVS13 ont été analysées et les exigences envers les registres cantonaux des armes ont été rassemblées. Le mandat de projet a été approuvé lors de la réunion de travail II de la CCPCS pour la phase conceptuelle. La mise en œuvre est prévue pour la mi-

2021. Les Corps ont jusqu'à fin 2022 pour développer leur registre des armes avec le NAVS13 et ainsi recevoir des communications de newVostra ou d'effectuer des consultations de newVostra.

2.2.5 Plateforme de consultation nationale: initialisation du projet

A l'initiative de fedpol, une idée de plateforme de consultation nationale correspondante (NAP) a été formulée en 2018 sur la base du projet européen de portail de recherche ESP. L'adoption de la motion Eichenberger (18.3592) par les deux Conseils a entre-temps permis de disposer du mandat politique correspondant. Le kick-off du projet NAP a été donné le 24 janvier 2020. L'initialisation de projet a compris trois projets partiels «Cas d'application», «Architecture et technique» et «Bases légales». Les premiers résultats prévus étaient une étude avec des recommandations sur les variantes d'architecture et de procédure ainsi qu'une analyse des bases légales. Le mandat de projet a alors été établi sur ces bases. Le projet a été retardé de plusieurs mois par rapport à la planification, car les discussions sur l'architecture se sont avérées plus complexes et exigeantes et ont dû être validées en faisant appel à des experts techniques externes. La crise sanitaire a rendu le travail encore plus difficile.

Tous les documents de la phase d'initialisation seront disponibles fin janvier 2021 et seront traités lors de la RT I CCPCS et de l'assemblée de printemps CCDJP.

2.2.6 Directive de l'UE sur les armes: initialisation du projet et phase conceptuelle

Les projets Directive de l'UE sur les armes (direction TIP) et Codes d'armes ARMADA (direction fedpol) étaient en phase d'initialisation au premier semestre 2020. Pour satisfaire aux prescriptions légales, il faut couvrir d'une part les nouvelles exigences faites aux armuriers, d'autre part les besoins des registres des armes cantonaux en leur qualité de destinataires des données. En outre, l'interface entre le GU et ARMADA pour fournir les données de base a dû être analysée. La phase d'initialisation a été conclue dans les délais, et le mandat de projet a été approuvé lors de la RT II de la CCPCS, et la phase conceptuelle, validée. Le guichet unique sera conçu en tant que service supplémentaire de la plateforme Suisse ePolice. Les exigences système et l'étude détaillée (exigences envers les registres cantonaux des armes / guichet unique ainsi que les incidences pour CLRA) étaient disponibles avant fin 2020. Tous les résultats de la phase conceptuelle doivent être disponibles avant fin janvier 2021, afin qu'une requête de validation de la phase de réalisation puisse être soumise à la RT I CCPCS.

2.2.7 Analyse des besoins et du potentiel eST (ABP): phase conceptuelle

La RT III de la CCPCS a approuvé en octobre 2019 le mandat de projet de la commission suisse des polices judiciaires pour une analyse des besoins et du potentiel concernant un système d'enquête. Au printemps 2020, la direction du projet est passée du programme HIJP à TIP, conformément à la décision du comité de la CCPCS. Les processus professionnels des Corps en matière de ST sont au cœur de l'analyse. Les exigences envers les interfaces du nouveau système d'enquête de fedpol (ErmSys) seront définies en conséquence. La première étape a consisté à réaliser des entretiens avec huit Corps. Les entretiens avec les autres Corps sont réalisés ultérieurement. La mise en œuvre de l'étude a été retardée parce que les visites aux Corps n'ont pas pu avoir lieu comme prévu en raison de la pandémie. Fin 2020, des entretiens avaient été menés avec trois Corps. L'achèvement de la première étape est désormais prévu pour le deuxième trimestre 2021. Les résultats complets devraient être intégrés aux travaux concernant ErmSys vers la fin 2021.

2.2.8 Traitement électronique des amendes d'ordre (eOBV en Suisse): phase conceptuelle

Les organisations qui participent au projet ont trouvé au premier trimestre 2020 un accord pour un catalogue d'exigences commun complet qui précise les modalités de l'appel d'offres et établit les documents requis. L'appel d'offres eOBV a été publié sur simap le 6 avril 2020. Deux offres ont été reçues à la fin de l'été, et la décision d'adjudication en faveur d'Abraxas a été prise fin octobre 2020 et publiée en novembre. Ayant connaissance des conséquences en termes de coûts, les Corps doivent maintenant décider s'ils souhaitent participer définitivement à l'acquisition du système. En outre, les modalités de la future exploitation sont en cours de discussion avant que les informations nécessaires soient envoyées à tous les Corps intéressés. D'ici fin mars 2021, il devrait être possible de prendre une décision à caractère contraignant sur la participation à la mise en œuvre du projet.

2.2.9 Redesign AFV: phase conceptuelle et réalisation

Sur la base des travaux préliminaires effectués en 2019, l'appel d'offres Redesign AFV a été publié sur simap le 5 février 2020. Il comprend le remplacement de tous les composants du logiciel précédent, y c. l'application mobile qui est aujourd'hui utilisée par l'AFD uniquement. Fin mars, 2 offres avaient été remises. L'adjudication du marché à l'entreprise bbv Software Services SA a été communiquée le 11 juin 2020. Toutes les parties coopératrices ont répondu positivement au sondage sur l'intérêt éventuel; désormais, LU, NE et AI adhèrent désormais à la solution.

La phase de réalisation a commencé à partir de septembre et avec elle la constitution du système. Les participants du nouveau groupe d'utilisateurs AFV sont informés au fur et à mesure des travaux en cours par le biais de «démonstrations du système» et seront intégrés au projet. Une mise en service du nouveau système est envisagée dès l'été 2021. Parallèlement au projet, la CCPCS et la CCDJP s'engagent à optimiser la base juridique de manière coordonnée et uniforme. Un éventuel test d'échantillonnage a été mis à la disposition de tous les cantons. Le lead revient à la commission Circulation de la CCPCS, sous la direction du Cdt Zanga.

2.2.10 Intranet as a Service – nouveau portail TIP: réalisation et mise en service

La migration vers le nouveau portail pouvant prendre en charge des mandants était prévue pour fin septembre 2019. Il s'est avéré, lors des tests de réception, qu'un malentendu avait nui à la conception de la gestion des utilisateurs par SharePoint. Après une révision intensive de l'administration des utilisateurs, le nouveau portail TIP a été activé début avril 2020; il est accessible à l'adresse: <https://portal.pti.ch>. Courant 2020, 4 mandants ont été définis: TIP pour les organes et organisations de coopération de TIP Suisse, AOSS pour les thèmes communs en matière de protection de la population et les services d'urgence, APPELS D'URGENCE pour la nouvelle coopération entre TIP, CSSP et IAS ainsi que COOPERATION pour les coopérations intercantionales en matière de Technique et informatique policière.

2.2.11 AFIS@mobile: réalisation et mise en service avec la première commande groupée

Les travaux liés au projet AFIS@mobile ont démarré début 2019. Trois activités étaient coordonnées entre elles: l'appel d'offres pour un scanner d'empreintes digitales, la réalisation d'un service web AFIS auprès du CSI DFJP et l'intégration des appareils de prise d'empreintes digitales et du nouveau service web aux systèmes de consultation courants. Le marché a été adjugé début 2020 à l'entreprise Sitasys, seul candidat. Les scanners d'empreintes digitales pourront à l'avenir être acquis à un prix quatre fois plus avantageux. Avec la première commande collective, plus de 800 appareils ont été commandés, ce qui a permis d'obtenir un rabais de volume supplémentaire d'environ CHF 350 000. Après quelques difficultés au début, les essais sur le terrain avec MACS ont également été achevés avec succès à l'automne 2020; il a fallu un peu plus de temps pour l'app mobile eneXs. Les nouveaux appareils et processus ont été présentés lors de deux séances d'information et à l'occasion de la réunion plénière PSS-TIP. L'utilisation est considérée comme très conviviale. Les préparatifs sont déjà en cours pour une extension au système Entry-Exit (EES) et les futures demandes SIS. L'introduction des demandes SIS est prévue pour le deuxième trimestre 2021.

2.2.12 polAssist: réalisation et mise en service

Une idée novatrice issue des rangs de la Police municipale zurichoise a rapidement été propagée en 2018 au sein de divers Corps: une application mobile permettant au personnel déployé de s'y retrouver simplement et de manière ciblée quant aux processus parmi une législation et des consignes opérationnelles de plus en plus complexes. En 2019, la phase d'initialisation et la procédure sur invitation ont eu lieu, et le marché a été adjugé à nexlore en décembre 2019. 2020 a été marquée par la réalisation de l'infrastructure nationale, multi-clients et multilingue. En même temps, d'autres arborescences décisionnelles (coronavirus, véhicules tendance, stupéfiants) ont été implémentées à la PM ZH. Une première réception a été effectuée début septembre, toujours sous réserve; à la mi-novembre, tous les défauts empêchant le bon fonctionnement avaient été éliminés. En raison de la crise sanitaire, la formation a dû être annulée début novembre, ce qui retarde également le déploiement de l'application web. A partir de mars 2021, la PM ZH utilisera la nouvelle infrastructure, et d'autres Corps pourront, espérons-le, suivre rapidement.

2.3 Association TIP

2.3.1 Introduction

En 2020, toutes les associations d'exploitation précédentes avaient déjà été transférées à l'association TIP et l'exploitation de IAM a été transférée vers le compte de l'association TIP au 1^{er} janvier 2020. Des informations complémentaires, en particulier sur les finances des divers produits, se trouvent dans le rapport annuel de l'association TIP.

2.3.2 Suisse ePolice (SeP)

La plateforme Internet Suisse ePolice est exploitée depuis fin 2013. L'année 2019 a été marquée par le remplacement de SeP par la nouvelle version SePX, et le projet de remplacement a été officiellement clos en mars 2020. La plateforme Suisse ePolice a été modernisée au niveau technique et graphique, et elle est maintenant disponible aussi sous forme d'application et, de manière générale, pour tout type d'appareil. D'autres nouvelles fonctions seront introduites progressivement dans le courant 2020-2021, par ex. une interface avec les assurances, un service pour les personnes disparues et la fonction de prise de rendez-vous. Selon la décision de la CCPCS, le service «Guichet unique» pour les déclarations des armuriers conformément à la directive de l'UE sur les armes sera également géré à l'avenir via la plateforme internet SeP. La réalisation du guichet unique est prévue à partir du deuxième trimestre 2021.

2.3.3 App pour les unités spéciales (App SOE)

Depuis le lancement de l'app SOE en 2014, plusieurs requêtes de changements et extensions des fonctions ont été approuvées et mises en œuvre au fil des ans. En 2020, des requêtes de changement ont permis de perfectionner le concept «multicouche», qui permet de structurer l'information sur différents niveaux d'affichage, et de poursuivre l'extension de l'infrastructure afin que la disponibilité et les performances du système puissent être adaptées progressivement aux exigences accrues. Le système est donc prêt dans de «nouveaux atour» pour les années à venir.

2.3.4 Instant Messenger Police (app IMP)

L'app IMP est en service depuis juillet 2016. En 2020, la POCA AG a rejoint la communauté de coopération. L'app IMP a été utilisée nettement plus fréquemment pendant la crise sanitaire. En novembre 2020, cela a représenté plus de 100 000 messages. L'exploitation a été stable et les préparatifs pour la prochaine mise à jour fonctionnelle sont en cours. La question centrale pour l'avenir sera la poursuite du développement ou, le cas échéant, le remplacement du système par un produit standard, pour lequel une analyse coûts-avantages minutieuse doit être effectuée.

2.3.5 secEMAIL

Le service secEMAIL est opérationnel depuis trois ans. Dans le cadre de l'utilisation de secEMAIL, une augmentation des licences pour des tiers externes est constatée, et une première augmentation des 10 000 licences Totemo précédentes a été déclenchée. Les tiers externes entraînent une hausse de l'assistance de premier niveau, de sorte qu'à moyen terme, l'aménagement d'un service desk spécifique est à prévoir. La diffusion de secEMAIL se poursuit également. La durée de contrat de cinq ans arrive à échéance fin 2021 et sera dès lors prolongée annuellement. Une modeste étude portant sur la situation actuelle et sur les démarches ultérieures est donc prévue en 2021.

2.3.6 Service de localisation (OSO)

Après que fedpol ait désactivé son précédent serveur de localisation au printemps 2019, une alternative a été proposée par la POCA Berne avec le service de localisation Observations (OSO). L'exploitation du service est stable et ne demande pas une grande charge de travail pour l'assistance.

2.3.7 Consultation en ligne des registres d'armes (CLRA)

La consultation en ligne des registres des armes est opérationnelle depuis octobre 2016 et arrive lentement en fin de vie. Début 2020, la connexion à la nouvelle administration centrale des utilisateurs (IAM) a été réalisée avec succès. En 2020, l'exhaustivité des données a été un thème récurrent; un «chargement complet» occasionnel des fournisseurs de données est essentiel. La passerelle CLRA est actuellement affectée par divers projets en cours: Les travaux conceptuels pour les extensions dues à la directive de l'UE sur les armes sont à bout touchant, et le mandat de projet newVostra NAVS13 se déroule lui

aussi comme prévu. S'y ajoutent les dépendances avec le projet Plateforme nationale de consultation (NAP). Une étude visant à clarifier le développement futur et le remplacement éventuel de CLRA devrait donc être prévue pour 2021.

2.3.8 Application Prévention des cambriolages (app EP)

Après un exercice 2019 difficile, le groupe d'utilisateurs de l'app EP a abordé en février 2020 la mise à jour fonctionnelle 2020. La POCA VS a rejoint la communauté de coopération. La mise en œuvre de la mise à jour majeure 2020 s'est déroulée dans les délais et avec succès malgré les contraintes liées à la pandémie. Toutefois, le déploiement pour l'association Sécurité et habitat Suisse a dû être reporté et doit être repris en 2021.

2.3.9 Infosearch (IFS)

Afin d'optimiser les coûts de la poursuite du développement, les partenaires de coopération ont décidé de mettre en œuvre une version majeure complète en 2020 au lieu de plusieurs versions mineures. Le mandat pour la mise à jour majeure 2020 a été octroyé en février 2020. Au lieu d'ateliers, les travaux d'ELCA ont été suivis au cours de plusieurs vidéoconférences afin que, malgré les conditions, la nouvelle version puisse être mise en service avec succès à l'automne, puis déployée de manière décentralisée. Au premier trimestre 2021, tous les Corps devraient disposer de la nouvelle version, et la POCA BE a également commencé à utiliser InfoSearch. Une prochaine mise à jour majeure est prévue pour 2022, et elle devra impérativement comprendre l'implémentation d'un concept de suppression, dont les travaux correspondants seront lancés au premier trimestre 2021.

2.3.10 Test en ligne pour cyclistes (OnRad)

Après la mise en service fin novembre 2018 de la plateforme didactique pour le test cycliste, la connexion productive à HIP-IAM a été effectuée au printemps 2020. Dans le même temps, une nouvelle technologie de connexion, OpenID Connect, a été testée avec succès. Après une longue vacance dans l'organisation opérationnelle, le comité d'exploitation a été recomposé et une équipe centrale d'assistance et de développement, mise en place en 2020. A l'automne, les travaux pour la mise à jour 2021 ont commencé, car deux modifications légales (tourner à droite au feu rouge et circulation sur le trottoir pour les enfants jusqu'à 12 ans) sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et ont nécessité une mise à jour de la plateforme didactique. Le déploiement a été réalisé avec succès le 3 janvier 2021. La plateforme didactique a été fortement sollicitée en 2020, avec quelque 238 000 accès enregistrés avant la fin de l'année. De nouveaux sommets devraient être atteints en 2021 en raison de la crise sanitaire qui perdure.

2.3.11 Gestion des identités et accès (IAM)

L'administration centrale des utilisateurs (IAM) a été mise en service en septembre 2019. Les premières applications à être connectées ont été l'app IMP et l'application EP. CLRA, OnRad et le nouveau portail Sharepoint TIP ont suivi au premier trimestre 2020. Fin février, plus de 27 870 identités de 51 unités d'organisation différentes avaient déjà été enregistrées dans le portail IAM. L'application web PoAssist a suivi au cours du second semestre; la connexion de la plateforme de formation a été retardée en raison du manque de personnel chez le prestataire. Afin de ne pas perdre de temps, davantage d'organisations ont été soutenues pour mettre en place la fédération de leurs données d'utilisateurs afin que la connexion soit possible sans mot de passe et sans jeton SMS. Désormais, 34 organisations peuvent accéder aux applications HIP sans devoir saisir de mot de passe. Le comité de pilotage TIP a également décidé en février 2020 de fixer l'orientation stratégique de IAM; en raison de la crise sanitaire, les travaux n'ont pas pu commencer avant août. Les premiers résultats ont été obtenus fin janvier 2021 dans le cadre du projet NAP, et les principes stratégiques devraient être disponibles en avril/mai 2021.

2.3.12 KEP: intégration au portefeuille de l'association et conclusion du projet

Le projet KEP, auquel participent plusieurs Corps, visait le renouvellement de l'uniforme policier pour l'ensemble des Corps. Ensemble, divers éléments d'uniforme ont été spécifiés, évalués et acquis conjointement. D'autres éléments sont en cours de planification. Il s'agissait également de préparer l'exploitation d'un centre logistique commun, qui était en phase pilote depuis le 1^{er} octobre 2020 auprès de la Police cantonale de Zurich. Depuis début 2021, d'autres Corps participent à ce centre logistique. Le projet a pris fin avec succès le 10 septembre 2020 et il est passé en phase productive. Le Service Management

est assuré par une co-direction des deux Corps cantonaux bernois et zurichoïses. Un transfert vers la structure TIP Suisse est en cours de préparation.

2.4 Mandat OFPP

Depuis l'été 2015, le programme HIP a entamé une collaboration étroite avec l'OFPP. Après plusieurs départs, 2020 s'est avérée être une année exceptionnellement difficile pour les projets communs de la Confédération et des cantons.

2.4.1 Message RDS

Le 21 novembre 2019, le Conseil fédéral a approuvé le message concernant le crédit d'engagement de 150 millions de francs pour le réseau de données sécurisé (RDS) et l'a soumis au Parlement. RDS vise à assurer 14 jours de sécurité d'approvisionnement et de cybersécurité élevée. Le projet RDS a été soumis à une évaluation globale en raison de sa grande complexité technique, ce qui a entraîné un retard dans le démarrage du projet. RDS sera désormais divisé en trois projets (réseau de données sécurisé, système d'accès aux données, services de suivi coordonné de la situation) et sera transféré globalement dans un seul programme. Cette approche permet de se concentrer d'abord sur les étapes urgentes du projet qui sont prêtes à être mises en œuvre et d'entamer la phase de conception des projets de réseau de données sécurisé et de système d'accès aux données en mars 2021. En outre, l'organisation en tant que programme permet de mieux prendre en compte les interdépendances nombreuses et variées avec les autres domaines d'activité et projets de l'OFPP. Le renforcement nécessaire du personnel de l'OFPP est en cours. Le raccordement des sites RDS cantonaux d'ici fin 2023 est toujours de première priorité. En outre, l'OFPP examine également d'autres mesures pour RDA également afin de garantir la réalisation des objectifs du projet, et il est en contact étroit avec les organisations partenaires fédérales et cantonales concernées.

2.4.2 POLYCOM / WEP2030

La première station de base dans le canton d'Argovie a pu être mise en service en phase test mi-avril 2020. Les tests de bout en bout correspondants ont été fructueux. La réception de la fonction de fréquences identiques en ville de Berne a aussi donné de très bons résultats. La qualité vocale globalement meilleure est remarquable par rapport à l'ancien TDM. Dans le cadre des travaux visant à maintenir la valeur du système radio de sécurité POLYCOM (WEP2030), l'OFPP a pu franchir une étape intermédiaire fondamentale en mai 2020 avec l'achèvement de la solution d'interface (passerelle) pour la communication entre l'ancienne et la nouvelle technologie. Le déploiement du backbone de réseau IP (L3B) se déroule comme prévu et a été terminée fin juin 2020.

Néanmoins, des retards importants ont été déplorés. L'intégration des nouveaux composants du système radio dans les environnements des réseaux de données cantonaux, qui est en cours, impose des exigences élevées en matière de qualité et de sécurité. La mise en place de ces zones de réseau à protéger des cyberattaques nécessite une expertise solide et spécifique. De la part de l'intégrateur de systèmes Atos Suisse SA, l'acquisition de connaissances s'est avérée plus difficile et exigeante que prévu. Le projet a désormais 15 mois de retard.

Des recours ont été formulés lors de l'appel d'offres OMC de l'AFD concernant le remplacement des composants de radiodiffusion. La décision du Tribunal administratif, qui est encore attendue, entraîne un retard dans la création de la disponibilité à migrer des sites de l'AFD. Le nouvel appel d'offres a été publié fin 2020.

Compte tenu des éléments précités, les marges prévues dans le calendrier pour préparer les infrastructures de réseau et le déploiement des stations de base sont presque épuisées.

2.4.3 POLYCOM / TPH 900

Les tests sur le terrain avec les appareils radio TPH 900 ont été positifs au début. Une nouvelle version du matériel allait devoir résoudre les problèmes existants. Après une utilisation prolongée, les appareils avec de nouvelles broches Pogo ont toutefois eux aussi affichés des problèmes de redémarrage. En outre, en raison de la pandémie, la production des appareils en France a cessé et les livraisons prévues pour le deuxième trimestre ont été reportées à la fin de l'année. Enfin, à la mi-septembre, la CCPCS a écrit à RUAG (TP900) concernant le problème du TPH900.

Lors d'échanges avec la gendarmerie française, il est apparu que les redémarrages n'étaient pas exclusivement dus à des défauts de conception supposés. A partir de la version matérielle F10, le problème de redémarrage a presque disparu (<1% de tous les appareils). Pour les nouvelles acquisitions à partir de la version F10, il y aura désormais à partir d'un taux d'erreur de 3% un droit à un retrofit général pendant la durée de garantie. Les négociations entre RUAG, l'OFPP et les représentants de TIP ne sont pas encore terminées.

Le problème de l'interface avec LAG-IP V2.0 a été abordé dans une deuxième lettre au directeur de l'OFPP. La question a été discutée avec le fournisseur et les négociations sont encore en cours.

2.4.4 Contrats de maintenance POLYCOM

Au second semestre 2020, divers opérateurs de sous-réseaux ont négocié de nouveaux contrats d'assistance avec leurs partenaires de services. Dans certains cas, des coûts de maintenance d'un montant inattendu ont été formulés. Conformément au mandat du ComTm AOSS du 21 octobre, un groupe de négociation ad hoc a été constitué sous la houlette du GT Utilisateurs POLYCOM dans le but de négocier une solution acceptable avec Atos. Les cantons ont été informés de la procédure envisagée, et ils ont été invités à ne pas signer de contrats jusqu'à ce que les démarches ultérieures aient été tirées au clair. Les négociations intensives sont toujours en cours.

2.4.5 Communication mobile sécurisée (MSK)

Les organes du projet MSK seront établis en 2019. La réglementation des compétences et la répartition des tâches entre la Confédération, les cantons et les exploitants de l'infrastructure critique BKI, ainsi que la répartition des coûts pour une future communication mobile sécurisée sont prises en compte dans la LPPCi. La révision de la loi sur les télécommunications (LTC) a en outre défini que la communication sécurisée doit être disponible dans toutes les situations.

Au cours de sa séance du 29 janvier 2020, le Conseil fédéral a chargé l'OFPP de planifier et de réaliser à partir de 2020 jusqu'à fin 2023 le projet pilote pour MSK. L'OFPP assume à cet égard une fonction de coordination. L'OFPP est en outre chargé de soumettre au Conseil fédéral d'ici fin 2023 au plus tard une demande concernant la suite de la procédure. Celle-ci précisera notamment le besoin, les conséquences financières, les options pour la Confédération, les cantons et les tiers ainsi que les dépendances et synergies avec d'autres réseaux.

L'OFPP coordonne l'échange d'informations et la coopération dans le cadre du projet pilote. A cette fin, l'OFPP a établi un mandat de projet pour cette étape et a lancé une étude détaillée. Le mandat de projet est soumis à l'approbation des conseils d'administration des conférences intergouvernementales (CG MPS, CCDJP, CDS). En parallèle, des travaux sont en cours sur les documents relatifs à une demande d'information (RfI) adressée aux opérateurs de réseaux mobiles et aux fournisseurs de systèmes.

Les cantons et les organisations pionnières travaillent de manière coordonnée avec l'OFPP. Ils souhaitent former une propre organisation cantonale de projet dans laquelle la vision cantonale sera coordonnée. Lors de la 62^e réunion ComTm AOSS, il a été pris connaissance de manière positive des deux requêtes concernant la première étape MSK. Les tâches et jalons ont été approuvés, et la répartition des rôles OFPP – organisations au rôle précurseur a été définie pour le pilote MSK et le «projet Cantons».

L'OFPP répond des tâches suivantes:

- Administration et coordination supérieure
- Promotion d'une variante de solution nationale pour MSK.
- Réglementation des aspects techniques du système global
- Mise en évidence de la variante préférée pour le système global
- Elaboration et soumission des demandes au Conseil fédéral
- Responsabilité pour la consolidation des résultats pilotes des cantons précurseurs & tiers
- Etablir la gouvernance pour MSK
- Intégration au projet de toutes les parties prenantes essentielles

Les tâches des organisations au rôle précurseur impliquées dans le «projet Cantons» sont les suivantes:

- Exposition de leurs besoins et soutien pour définir les exigences envers MSK
- Planification et direction de Proof-of-Concepts et pilotes en faveur du MSK à l'échelon national
- Evaluation des résultats des Proof-of-Concepts et pilotes.

- Assurer un niveau de connaissances équivalent avec l'OFPP
- Participation active à l'étude détaillée MSK de l'OFPP en reprenant des tâches groupées
- Définition des standards techniques et garantie de leur faisabilité.
- Participation à la décision sur les variantes de la solution technique
- Participer - conf. aux responsabilités définies - aux réunions du groupe d'utilisateurs MSK et discuter des stratégies pour les démarches ultérieures en faveur d'un MSK national

Les besoins et exigences envers MSK ont déjà été précisés et sont désormais en consultation auprès des membres du GT Utilisateurs MSK. La Request for Information est en phase finale et devrait être publiée au T1 2021. La demande d'initialisation de projet pour le «projet Cantons» devrait être soumise au T1 2021 à la CCPCS, à la CSSP et à l'IAS pour approbation.

2.5 Portefeuille TIC

2.5.1 Développement de l'acquis de Schengen

TIP est de plus en plus occupé par des projets européens liés au développement de l'acquis de Schengen. Le bulletin d'information TIP 1-2020 a donc rendu compte en détail des différentes activités de projet de la Confédération, et la session plénière de septembre s'est également concentrée sur les activités en cours. A l'automne 2020, en collaboration avec les représentants de la Confédération, nous avons réussi à obtenir une «vue d'ensemble» (Big Picture) de l'évolution du paysage systémique, avec ses répercussions sur les autorités de police cantonales. Sur cette base, les changements à venir vont maintenant être concrétisés successivement. Tout d'abord, les changements dus au projet de développement ultérieur SIS seront mis en production. En 2020, une grande partie des travaux préparatoires ont été réalisés et l'introduction est prévue pour la fin de 2021. En outre, les préparatifs du nouveau système national Entry-Exit (EES) et de la composante centrale d'accès (CEC) à l'EES européen ont été un sujet récurrent pour TIP. En plus des adaptations techniques qui peuvent être mises en œuvre, les cantons doivent se préparer à divers changements tactiques en 2021. L'extension de la requête MACS est déjà en préparation. La question de l'interopérabilité est revêt également une importance croissante, et la connexion au portail de recherche européen (ESP) devrait l'être aussi en 2021.

2.5.2 Système de vidéoconférence

La situation liée la pandémie ces derniers mois a clairement démontré la nécessité d'une solution de vidéoconférence sécurisée, conforme à la protection des données et pouvant être utilisée par tous les cantons et autorités fédérales. Divers cantons, l'OFIT, le programme HIJP, la CSI et l'organisation TIP ont gagné en expérience avec les systèmes les plus divers. Au fond, les mêmes obstacles et lacunes ont été constatés: au sein d'une organisation, le propre système fonctionne généralement bien, mais lorsqu'il est utilisé avec d'autres unités d'organisation ou des tiers externes, les systèmes ont parfois des baisses de fonction et surtout soulève le problème du manque de sécurité des données. La requête d'initialisation de projet remise à l'initiative de la POCA BE a été rejetée à la fois par la réunion de travail de la CCPCS et par l'assemblée d'automne de la CCDJP afin d'empêcher le lancement de nouvelles activités de projet. Une comparaison avec les projets déjà en cours est assurée.

2.5.3 Smartcard Prestaged

Le 9 avril 2020, la secrétaire générale du DFJP a envoyé une lettre aux Commandants des autorités de police cantonales pour les informer de la migration prochaine de la Smartcard PKI. Fin 2020, l'étude d'impact annoncée a été envoyée en retard. Il n'existe encore pratiquement pas de valeurs empiriques provenant des cantons. En 2021, de plus amples informations pourront être fournies à cet égard. D'ici mi-2021, un mécanisme sera mis en place par la Confédération, qui permettra à partir du second semestre 2021, de renouveler manuellement les cartes PKI existantes de trois années supplémentaires.

2.5.4 Révision de l'ordonnance sur les services de télécommunication

Un modèle de prise de position a été rédigé pour les Corps de police cantonaux par le comité de pilotage Appels d'urgence et le groupe de travail Com. Il a été envoyé mi-février aux coordinateurs TIP afin de servir de base pour la réponse formulée par chaque canton. La CCPCS, la CCDJP, la CSSP, l'IAS et l'Union des villes suisses ont remis une prise de position similaire, basée sur le modèle fourni. Des bases importantes pour le domaine Appels d'urgence et la communication mobile sécurisée ont été définies

dans l'OST. L'ordonnance révisée sur les services de télécommunication est maintenant entrée en vigueur.

2.5.5 Protection de base TIC

Ce dossier est le fruit de la consultation lancée par le SG DFJP concernant les nouvelles directives pour une protection informatique de base dans tous les cantons, après que l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la sécurité de l'information (LSI). Sur la base des résultats de l'enquête de l'automne 2019, TIP a proposé de déterminer ensemble les exigences minimales effectives et les délais contraignants au sein d'un groupe de travail conjoint avec le SG DFJP. Les premières nominations ont dû être reportées en raison de la pandémie. Un premier atelier interne due TIP a pu avoir lieu durant l'été 2020, et la réunion avec les représentants de la Confédération a suivi début septembre. En principe, il a été décidé que la norme internationale ISO 27'001 devait être utilisée pour définir les exigences minimales à respecter pour l'interrogation des systèmes fédéraux particulièrement sensibles. Les exigences de protection étendue définies par la Confédération vont actuellement trop loin pour les cantons. Les travaux ultérieurs ont finalement été à nouveau retardés suite à la deuxième vague de la pandémie et devrait se poursuivre en 2021.

Rapport d'activité Bureau Technique policière 2019

2.6 Portefeuille Technique policière

En 2020, les activités dans le domaine de la technique policière ont été fortement réduites. Seuls les points clés sont mentionnés ici.

2.6.1 Radar technologique Technique policière

Pour ces deux sujets les plus importants pour la technique policière, des requêtes d'initialisation pour la mise au point de mesures seront rédigées par des groupes de travail.

a) Numérisation du véhicule d'intervention

Le groupe de travail a décidé qu'aucun projet n'était nécessaire. L'étude réalisée «Véhicule 2025 – avancement technique 2019 (protection des données)» de TP fournit des enseignements et recommandations qui suffisent.

b) Système d'apprentissage et d'entraînement électronique

Au cours de son premier atelier, le groupe de travail a regroupé des études et projets en cours à l'échelon mondial et en a conclu qu'un projet en matière d'entraînement en réalité virtuelle est très prometteur pour l'harmonisation sur le plan fédéral afin de réaliser des économies grâce à un projet commun. Dans ce domaine également, le comité de la CCPCS n'a pas considéré un projet comme prioritaire.

2.6.2 Véhicule d'intervention policière 2025 (réduction du CO₂ et protection des données)

La journée du groupe d'experts en véhicules électriques prévue le 28 mai 2020 à Urdorf ZH a suscité un vif intérêt mais n'a malheureusement pas pu avoir lieu en raison de la pandémie. Les Corps de police suisses (POCA ZH, POCA BS, POCA SG, Police Crans-Montana) voulaient exposer les véhicules électriques en service (E-Tron, Tesla, Kona, Jaguar, etc.) et les systèmes de recharge. En ce qui concerne les données de consommation des véhicules collectées par les Corps, il a été décidé de ne pas effectuer de mises à jour annuels centralisées.

2.6.3 Carte de police nationale

La nouvelle stratégie de la Confédération concernant la carte PKI met en évidence des répercussions sur le projet de carte de police nationale. Thales a signalé en novembre que, faute de rentabilité, la carte de police ne pourrait plus être munie de puces PKI. La carte PKI et la carte de police doivent être produites séparément à l'avenir.

En outre, fedpol est en contact avec l'OFCL. Il s'agit de déterminer si la personnalisation de la carte de police pourra à l'avenir être effectuée par le biais de l'OFCL. Cela permettrait une gestion sûre des données de base des employés et employées des polices en Suisse.

Le projet commun «Carte de police nationale» avait le statut suivant fin 2020:

Commandé 2016-2020	Commande prochaine (offre déf. remise)	Intéressés 2021	Pas intéressés
<u>Livré:</u> - POCA NE, JU, ZH, GE, ZPK, BE, FR, VS, BL, SO - Police nationale FL; - PM SG; - Corps de police municipale du canton ZH - Police municipale VS - Police municipale GE	Carte AOSS par la POCA BE (le projet a du retard)	- fedpol; - POCA BS	- POCA SG - CFF TPO - POCA TG - POCA VD - POCA TI - POCA AG - PM ZH

2.6.4 Dispositifs incapacitants – Taser 7

Comme pour les versions précédentes, l'Institut forensique de Zurich a testé le successeur, le Taser 7 de l'entreprise Axon qui jouit d'un monopole. Le rapport correspondant s'est limité aux indications sur la mesure des impulsions émises par l'appareil incapacitant Taser 7 ainsi qu'à une évaluation quant aux risques pour la santé des personnes. Le groupe de travail Taser 7 de la direction de programme TP a formulé des recommandations en tenant compte du rapport de FOR et du rapport de l'Université technique de Graz, qui comprend une évaluation plus détaillée du risque de fibrillation cardiaque, et il a demandé une prise de position à ce sujet à l'Institut universitaire de médecine légale (IUML) de l'Université de Zurich. Le rapport global du groupe de travail avec des recommandations et remarques a été remis à la Conférence des chefs des polices de sûreté le 8 juin 2020 afin que celle-ci puisse en poursuivre le traitement.

2.6.5 Statistiques nat. sur les interventions avec des armes à feu et dispositifs incapacitants

Malgré les postes vacants, les statistiques ont été mises à jour au fur et à mesure et transmises comme chaque année au moment convenu avec la CCPCS.

3 Rapports financiers

3.1 Introduction

La restructuration effectuée du domaine financier s'est à nouveau avérée judicieuse en 2020. Outre le gain d'efficacité en matière de comptabilité, les plans comptables standardisés en 2016 favorisent le passage à la comptabilité par centres de coûts prévu pour TIP Suisse. Les processus définis pour le SCI font désormais partie intégrante du quotidien professionnel. Malgré la complexité de la situation organisationnelle et un calendrier ambitieux, la révision a pu être réalisée rapidement et terminée avant terme.

3.2 Programme HIP

Le programme HIP a bouclé l'année 2020 bien mieux que prévu, en partie grâce à la pandémie. En raison d'un poste vacant et de la charge de travail accrue résultant des travaux liés au portefeuille, les frais de personnel en 2020 ont une fois de plus été nettement inférieurs au budget. Cependant, la crise sanitaire a également eu pour incidence des dépenses nettement moindres pour les organes.

Une réduction de CHF 100 000 de la réserve de fonds propres a été approuvée pour le projet de réorganisation TIP, HIP et PSS lors de l'assemblée d'automne 2019 de la CCPCS. Sans tenir compte du projet de réorganisation, le programme HIP termine 2020 avec un solde positif de CHF 71 777. Après avoir pris en compte les charges du projet de réorganisation d'un montant de CHF 91 281, le résultat final est de CHF -19 504.

BILAN	2020	2019
ACTIFS	CHF	CHF
Total Avoirs bancaires	1'169'310.01	1'331'449.15
Total Débiteurs	164'417.05	795'363.70
Réévaluation des créances MK	86'759.80	88'578.55
Réévaluation MK	-86'758.80	-88'577.55
Total Actifs transitoires	46'812.20	87'873.10
Régularisation transitoire des investissements	0.00	50'305.60
Régularisation transitoire PICSEL	41'770.05	0.00
Financements préalables de projets	0.00	0.00
Actifs courants	1'422'310.31	2'264'992.55
Dépôt de loyer	39'005.47	39'000.00
Actifs immobilisés	39'005.47	39'000.00
TOTAL DES ACTIFS	1'461'315.78	2'303'992.55
PASSIFS		
Total Créanciers	95'313.93	467'607.43
Passifs transitoires	67'770.70	390'170.10
Régularisation transitoire des investissements des projets	359'225.51	513'365.53
Régularisation transitoire de l'exploitation des projets	14'737.80	31'011.70
Régularisation transitoire Valise Marenus	60'000.00	0.00
Régularisation transitoire des avoirs des Corps	145'442.00	163'508.00
Capitaux étrangers à court terme	742'489.94	1'565'662.76
Prêt du programme HIP	0.00	0.00
Provisions HTC	75'000.00	75'000.00
Capital tiers à long terme	75'000.00	75'000.00
Capital Année précédente	663'329.79	648'398.96
Résultat annuel	-19'503.95	14'930.83
Capital propre	643'825.84	663'329.79
TOTAL DES PASSIFS	1'461'315.78	2'303'992.55
COMPTE DE RÉSULTAT	2020	2019
	CHF	CHF
Contributions de base HIP Confédération et cantons	720'000.00	720'000.00
Produits Mandat OFPP	215'791.20	195'639.40
Total des produits HIP	935'791.20	915'639.40
Total Charges de personnel	-975'702.85	-880'939.80
Total Refacturation interne des charges de personnel	366'855.55	301'386.15
Total Charges de personnel HIP	-608'847.30	-579'553.65
Total Loyer	-41'404.10	-49'354.65
Total Infrastructure informatique	-20'296.20	-9'205.65
Projet de remplacement (Abacus & Cobra)	0.00	-14'069.65
Traductions du programme en général	-12'314.30	-13'028.40
Révision	-9'639.15	-9'746.85

Honoraires de conseil du Bureau	0.00	-4'625.70
Petites prestations de service pour le Bureau	-2'302.00	-1'327.40
Projet de réorganisation TIP-HIP-PSS	-91'280.70	0.00
Autres charges d'exploitation	-2'220.23	-1'132.10
Total Charges de bureau et d'administration HIP	-179'456.68	-102'490.40
Financements de projets	-82'000.00	-115'080.00
Taxes de réservation de domaine / site web	-2'174.56	-2'062.75
Exploitation et projet de remplacement Intranet	-17'466.60	-67'185.50
Honoraires de conseil	-20'000.00	0.00
Traductions pour le portefeuille du programme	-6'014.10	-3'359.75
Total Charges affectées aux produits / projets HIP	-127'655.26	-187'688.00
CP HIP: expertises / conseil stratégique (suivi du programme)	-17'369.86	-26'230.92
CP HIP: conseils juridiques	-3'267.60	-4'423.75
Organes Traductions	-11'338.60	-11'529.40
Organes: frais	-9'201.05	-9'220.40
Total Charges des organes	-41'177.11	-51'404.47
Total Charges générales HIP	-957'136.35	-921'136.52
Résultat extraordinaire escroquerie MK	1'818.75	0.00
Produit extraordinaire	22.45	20'427.95
Total des charges Produit extraordinaire	1'841.20	20'427.95
Total Charges et produits HIP	-19'503.95	14'930.83

PORTEFEUILLE

	2020	2019
	CHF	CHF
Dissolution Régularisation Année précédente Projet IAM	0.00	128'800.90
Produits Projet IAM	0.00	36'635.00
Report de régularisation en faveur des investissements IAM	0.00	70'000.00
Charges des investissements Projet IAM	0.00	-146'500.20
Régularisation des investissements Projet IAM	0.00	-88'935.70
Total Charges et produits des investissements Projet IAM	0.00	0.00
Produits Exploitation Projet IAM	0.00	270'000.00
Report de régularisation à la charge de l'exploitation Projet IAM	0.00	-70'000.00
Charges d'exploitation Projet IAM	0.00	-168'988.30
Régularisation d'exploitation Projet IAM	0.00	-31'011.70
Total Charges et produits d'exploitation Projet IAM	0.00	0.00
Dissolution Régularisation année précédente AFIS@mobile	53'715.71	295'185.95
Produits Projet AFIS@mobile	85'000.00	0.00
Charges Projet AFIS@mobile	-131'514.80	-241'470.24
Régularisation Projet AFIS@mobile	-7'200.91	-53'715.71
Total Charges et produits Projet AFIS@mobile	0.00	0.00

Dissolution Régularisation des investissements PolAssist	-50'305.60	34'980.00
Produits des investissements PolAssist	340'000.00	0.00
Charges des investissements PolAssist	-283'150.15	-85'285.60
Régularisation des investissements PolAssist	-6'544.25	50'305.60
Total Charges et produits des investissements PolAssist	0.00	0.00
Produits Exploitation PolAssist	30'000.00	0.00
Charges d'exploitation PolAssist	-15'262.20	0.00
Régularisation d'exploitation PolAssist	-14'737.80	0.00
Total Charges et produits d'exploitation PolAssist	0.00	0.00
Dissolution Régularisation année précédente Projet NAP	92'925.65	47'980.00
Produits Projet NAP	42'000.00	79'572.05
Charges Projet NAP	-119'464.52	-34'626.40
Régularisation Projet NAP	-15'461.13	-92'925.65
Total Charges et produits Projet NAP	0.00	0.00
Dissolution Régularisation année précédente Projet eOBV-CH	101'157.82	6.12
Produits Projet eOBV-CH	0.00	190'000.00
Charges Projet eOBV-CH	-99'340.95	-88'848.30
Régularisation Projet eOBV-CH	-1'816.87	-101'157.82
Total Charges et produits Projet eOBV-CH	0.00	0.00
Dissolution Régularisation année précédente EU-WAF	176'588.20	0.00
Produits Projet Directive de l'UE sur les armes	310'000.00	190'000.00
Charges Projet Directive de l'UE sur les armes	-288'106.00	-13'411.80
Régularisation Projet Directive de l'UE sur les armes	-198'482.20	-176'588.20
Total Charges et produits Projet EU-WAF	0.00	0.00
Produits Projet ABP	240'000.00	0.00
Charges Projet ABP	-110'279.85	0.00
Régularisation Projet ABP	-129'720.15	0.00
Total Charges et produits Projet ABP	0.00	0.00
Produits Projet sedex	23'600.00	0.00
Charges Projet sedex	-23'600.00	0.00
Total Charges et produits Projet sedex	0.00	0.00
Charges Projet PICSEL	-41'770.05	0.00
Régularisation Projet PICSEL	41'770.05	0.00
Total Charges et produits Projet PICSEL	0.00	0.00
Produits Projet Valise Marenus	60'000.00	0.00
Régularisation Projet Valise Marenus	-60'000.00	0.00
Total Charges et produits Projet Valise Marenus	0.00	0.00
Résultat annuel	-19'503.95	14'930.83

Ne figurent pas dans le présent résumé les applications dont l'exploitation est gérée par l'association TIP: Suisse ePolice, app IMP, app SOE, secEMAIL, Infosearch, app EP, CLRA, OnRad, OSO, IAM et KEP. Les finances de ces produits sont établies dans le cadre du rapport annuel de l'association TIP.

3.3 Bureau Informatique policière (IP)

Une clé de répartition des coûts a été instaurée en 2016 entre le programme HIP et le bureau TIC dans le cadre du règlement financier; elle est actualisée chaque année en fonction des dernières valeurs empiriques.

En raison de la crise sanitaire, les comptes du bureau Informatique policière (part TIC) ont été clôturés avec un résultat annuel plus meilleur de CHF 41 002 que prévu. Comme il y a eu moins de réunions et de conférences internationales, les frais des commissions et de traduction ont baissé en conséquence.

BILAN	2020	2019
ACTIFS	CHF	CHF
Total Avoirs bancaires	320'144.00	539'027.96
Total Débiteurs	3'000.00	3'000.00
Actifs transitoires	2'154.00	0.00
Actifs courants	325'298.00	542'027.96
TOTAL DES ACTIFS	325'298.00	542'027.96
PASSIFS		
Total Créanciers	4'664.95	119'557.30
Autres engagements à court terme	0.00	160'000.00
Passifs transitoires	12'466.00	0.00
Régularisation transitoire de l'exploitation	59'192.51	48'869.01
Régularisation transitoire des investissements	0.00	6'362.50
Régularisation transitoire Alarme enlèvement enfants	10'105.80	8'372.20
Régularisation transitoire Vulpus	10'996.00	11'996.00
Capitaux étrangers à court terme	97'425.26	355'157.01
Capital Année précédente	186'870.95	165'049.53
Résultat annuel	41'001.79	21'821.42
Capital propre	227'872.74	186'870.95
TOTAL DES PASSIFS	325'298.00	542'027.96
COMPTE DE RÉSULTAT	2020	2019
	CHF	CHF
Recettes part contribution de base de TIP	230'000.00	230'000.00
Total Produits généraux du bureau IP	230'000.00	230'000.00
Total Charges de personnel	-142'647.80	-116'887.25
Location de bureaux	-18'680.00	-15'244.85
Charges Informatique	-6'362.50	-3'434.70
Projet de remplacement (Abacus & Cobra)	0.00	-4'689.85
Traductions	-3'566.10	-4'342.80
Frais de révision	-5'000.00	0.00
Petites prestations de service pour le Bureau	-767.35	0.00
Autres charges d'exploitation	-90.00	-109.90
Total des charges de bureau et d'administration	-34'465.95	-27'822.10
Financements de projets	-688.75	0.00

Taxes de réservation de domaine / site web	-14.90	-14.90
Exploitation d'Intranet	-5'822.20	-11'145.80
Traductions	-950.80	-577.15
Total Prestations Portefeuille d'activités IP	-7'476.65	-11'737.85
Organes Traductions	-1'947.80	-4'544.95
Organes Frais	-2'460.01	-7'186.43
Total des charges des organes	-4'407.81	-11'731.38
Total des charges générales Bureau IP	-188'998.21	-168'178.58
Produits extraordinaires	0.00	-40'000.00
Total des charges et produits généraux du Bureau IP	41'001.79	21'821.42

PORTEFEUILLE	2020	2019
	CHF	CHF
Dissolution Régularisation de l'exploitation Vulpus	11'996.00	7'996.00
Produits d'exploitation Vulpus	160'000.00	165'000.00
Charges d'exploitation Vulpus	-161'000.00	-161'000.00
Régularisation de l'exploitation Vulpus	-10'996.00	-11'996.00
Total des charges et des produits Vulpus	0.00	0.00
Dissolution Rég. de l'exploitation Alerte-enlèvement d'enfant	8'372.20	5'304.00
Recettes d'exploitation Alerte-enlèvement d'enfant	30'000.00	30'000.00
Charges d'exploitation Alerte-enlèvement d'enfant	-28'266.40	-26'931.80
Régularisation de l'exploitation Alerte-enlèvement d'enfant	-10'105.80	-8'372.20
Total Charges et produits Alerte-enlèvement d'enfant	0.00	0.00
Dissolution Régularisation de l'année précédente (IVC)	48'869.01	44'275.16
Produits d'exploitation IVC	13'500.00	13'500.00
Charges d'exploitation IVC	-3'176.50	-8'906.15
Régularisation de l'exploitation IVC	-59'192.51	-48'869.01
Total Charges et produits IVC	0.00	0.00
Dissolution Rég. Projet Gestion du service d'appels d'urgence	6'362.50	31'924.05
Financement de projet Gestion du service d'appels d'urgence	688.75	0.00
Charges Gestion du service d'appels d'urgence	-7'051.25	-25'561.55
Régularisation Gestion du service d'appels d'urgence	0.00	-6'362.50
Total Charges et produits Gestion du service d'appels d'urgence	0.00	0.00
Résultat annuel	41'001.79	21'821.42

3.4 Bureau Technique policière (TP)

Une clé de répartition des coûts a été instaurée en 2016 entre le Bureau TP et le Bureau IP dans le cadre du règlement financier; elle est actualisée chaque année en fonction des nouvelles valeurs empiriques. Cette clé de répartition des coûts a été maintenue pour l'ensemble de 2020, bien que le bureau ait dû suspendre la plupart de ses activités à partir de juin 2020 en raison d'un manque de ressources en personnel.

Les comptes annuels 2020 du Bureau Technique policière sont positifs, comme prévu, à CHF 68 541, bien qu'un crédit supplémentaire de CHF 60 000 ait été approuvé à brève échéance par les membres de la CCPCS en été 2020 en faveur du projet de réorganisation. Seule la moitié de ce crédit supplémentaire a été utilisée.

BILAN	2020	2019
--------------	-------------	-------------

ACTIFS	CHF	CHF
Total Avoirs bancaires	1'418'572.79	711'205.12
Total Débiteurs	84'468.00	78'000.00
Créances MK (sans les versements)	13'113.50	13'113.50
Réévaluation des créances MK	-13'112.50	-13'112.50
Total Actifs transitoires	5'385.00	11'160.00
Actifs courants	1'508'426.79	800'366.12
TOTAL DES ACTIFS	1'508'426.79	800'366.12

PASSIFS		
Total Créanciers	36'970.40	99'706.50
Passifs transitoires	14'005.00	37'000.00
Régularisation transitoire des investissements	808'377.35	24'477.60
Régularisation transitoire de l'exploitation	65'049.55	53'698.05
Régularisation des avoirs des Corps	0.00	70'000.00
Capitaux étrangers à court terme	924'402.30	284'882.15
Capital Année précédente	515'483.97	428'971.61
Résultat annuel	68'540.52	86'512.36
Capital propre	584'024.49	515'483.97
TOTAL DES PASSIFS	1'508'426.79	800'366.12

COMPTE DE RÉSULTAT	2020	2019
	CHF	CHF
Recettes contributions TIP (Confédération, cantons, Corps communaux)	381'139.00	381'139.00
Total des produits généraux du Bureau TP	381'139.00	381'139.00
Total Charges de personnel	-212'479.18	-200'088.54
Location de bureaux	-18'680.00	-15'244.85
Frais de déménagement	0.00	-61'948.90
Charges Informatique	-6'312.50	-8'124.55
Traductions	-3'800.65	0.00
Révision	-5'385.00	-4'342.80
Petites prestations de service pour le Bureau	-767.35	0.00
Projet de réorganisation TIP-HIP-PSS	-32'374.60	0.00
Autres charges d'exploitation	-80.00	-331.40
Total des charges de bureau et d'administration	-67'400.10	-89'992.50
Financement de projet	-8'153.05	0.00
Taxes de réservation de domaine / site web	-29.80	-29.80
Intranet	-5'822.20	-11'145.85
Traductions pour le portefeuille Technique policière	0.00	-1'695.30
Total Prestations Portefeuille d'activités TP	-14'005.05	-12'870.95

Direction du programme TP	-54'407.70	-27'670.65
direction TIP	-194.80	0.00
Comité de pilotage	-4'111.65	-4'004.00
Total des charges des organes	-58'714.15	-31'674.65
Total des charges générales du Bureau TP	-352'598.48	-334'626.64
Produits extraordinaires	40'000.00	40'000.00
Total des charges Produit extraordinaire	40'000.00	40'000.00
Total des charges et produits du Bureau TP	68'540.52	86'512.36
PORTEFEUILLE	2020	2019
	CHF	CHF
Dissolution des régularisations des investissements AFV	24'477.60	-14'942.80
Produits des investissements AFV	1'107'037.00	9'000.00
Report de régularisation en faveur des investissements AFV	0.00	40'000.00
Charges des investissements AFV	-323'137.25	-9'579.60
Transitoires investissements AFV	-808'377.35	-24'477.60
Total des charges et des produits des investissements AFV	0.00	0.00
Dissolution de la régularisation de l'exploitation AFV	53'698.05	43'266.40
Produits d'exploitation AFV	37'000.00	80'000.00
Report de régularisation à la charge de l'exploitation AFV	0.00	-40'000.00
Charges d'exploitation AFV	-25'648.50	-29'568.35
Régularisation de l'exploitation AFV	-65'049.55	-53'698.05
Total des charges et des produits d'exploitation AFV	0.00	0.00
Résultat annuel	68'540.52	86'512.36

3.5 Jugement de l'organe de révision externe BDO

Selon l'appréciation de BDO, les documents financiers présentent la situation patrimoniale et financière du programme HIP et du Bureau IP en conformité avec l'ensemble des règles de présentation des comptes HIP et TIP, de manière appropriée dans tous les intérêts essentiels. Aucune constatation n'a été faite qui nécessiterait une action corrective.

4 Bilan et perspectives pour 2021

Le 1^{er} janvier 2021, l'accord PTI (CTIP) est entré en vigueur et la corporation de droit public TIP Suisse est ainsi devenue opérationnelle. Le premier trimestre sera consacré au bouclage de l'exercice écoulé avec les organes précédents, tout en abordant avec les nouveaux organes les défis à relever désormais. Le regroupement du portefeuille et donc aussi des actifs nécessiteront un nouvel échelon de professionnalisme supplémentaire. Il s'agit alors de tenir compte du fait qu'il s'agit d'une union coopérative, avec légitimation particulière et recourant à d'autres mécanismes de pilotage et de mise en œuvre.

La croissance du portefeuille va se poursuivre. Fort heureusement, un nombre croissant de Corps participent aux produits existants. Des défis particuliers se présenteront au niveau du portefeuille de projets, car les projets européens envisagés entraîneront des projets plus complexes en Suisse également. Dans le même temps, les contraintes liées aux délais vont s'accroître et le progrès technologique, s'accélérer.

Outre les changements liés à la réorganisation, le bureau TIP devra gérer de manière proactive la transition vers une nouvelle équipe de direction et l'intégration de trois nouveaux employés. Ce faisant, il peut s'appuyer sur une infrastructure modernisée (portail TIP et CRM) ainsi que sur une base assainie sur le plan financier et contractuel. Rien que le fait de ne plus devoir se demander en permanence qui de TIP, de HIP ou de l'association TIP est compétent facilitera les activités quotidiennes et réduira la charge de

travail administratif. La structure complexe, avec quatre organes de pilotage différents se réunissant successivement en peu de temps, reste un défi.

5 Destinataires

- CCDJP
- CCPCS
- COMITÉ DU PROGRAMME HIP
- COMITÉ DE PILOTAGE TIP
- DIRECTION DU PROGRAMME HIP & TIC
- DIRECTION DU PROGRAMME TP

Philippe Müller
Président Comité du programme HIP

Stefan Blättler
Commandant de liaison DS TIP

Gabi Maurer
Directrice du bureau Informatique policière
Programme Manager HIP
Zurich, février 2021

6 Annexe

6.1 Membres du comité de programme HIP (CP HIP)

<i>Philippe Müller</i> (présidence à partir de la 40 ^e séance)	Conseiller d'Etat BE
<i>Nathalie Barthoulot (jusqu'au 14.9.2020)</i>	Ministre JU
<i>Cornelia Komposch</i>	Conseillère d'Etat TG
<i>Roger Schneeberger</i>	Secrétaire général CCDJP
<i>Thomas Würgler (jusqu'au 30.6.2020)</i>	Commandant POCA Zurich
<i>Bruno Keller (à partir du 1.7.2020)</i>	Commandant POCA Zurich
<i>Mark Burkhard (jusqu'au 31.10.2020)</i>	Commandant Police de Bâle-Campagne
<i>Stefan Blättler (à partir du 1.11.2020)</i>	Commandant POCA BE
<i>Pascal Luthi</i>	Commandant POCA Neuchâtel
<i>Ralph Hurni</i>	Commandant Police municipale de Saint-Gall
<i>Nicoletta della Valle</i>	Directrice fedpol
<i>Jürg Noth (jusqu'au 27.2.2020)</i>	Directeur adjoint AFD
<i>Christian Bock (à partir du 27.2.2020)</i>	Directeur AFD
<i>Christian Hirschi</i>	Chef de l'informatique DFJP
<i>Peter Wüthrich</i>	Chef de la Division Télématique, OFPP
<i>Markus Rösli</i>	Président Direction du programme HIP & TIC
<i>Gabriela Maurer</i>	Programme Manager HIP
<i>Martin Page</i>	RD Projets
<u>Invités permanents</u>	
<i>Bernhard Prestel</i>	Conseiller en stratégie HIP
<i>Hanspeter Uster</i>	Conseiller juridique HIP
<i>André Duvillard</i>	Délégué RNS
<i>Jens Piesbergen</i>	Programme Manager HIJP

6.2 Membres du comité de pilotage TIP (CoPi TIP)

<i>Mark Burkhard (jusqu'au 31.10.2020)</i>	Président CoPi TIP
<i>Stefan Blättler (à partir du 1.11.2020)</i>	Président CoPi TIP
<i>Martin Gächter</i>	Représentant ostpol
<i>Michael Muther (jusqu'au 31.5.2020)</i>	Représentant ZPK
<i>Bruno Meyer (à partir du 1.6.2020)</i>	Représentant ZPK
<i>Jürg Coray</i>	Représentant CPNSO
<i>Alexandre Girod</i>	Représentant RBT
<i>Lorenzo Hutter</i>	Représentant Police cantonale du Tessin
<i>Thomas Fluri</i>	Représentant POCA ZH
<i>Emre Ertan</i>	Représentant DFJP-fedpol
<i>Stephan Lanz (jusqu'au 27.2.2020)</i>	Représentant DFF-AFD
<i>Florian Lauber (à partir du 27.2.2020)</i>	Représentant DFF-AFD
<i>Jürg Treichler (jusqu'au 30.4.2020)</i>	Représentant SG DDPS (statut d'observateur)
<i>Michael Sahli (à partir du 1.11.2020)</i>	Représentant SG DDPS (statut d'observateur)
<i>Roger Bühler (jusqu'au 30.6.2020)</i>	Président Direction du programme TP
<i>Markus Rösli</i>	Président Direction du programme HIP & TIC
<i>Andreas Beeler</i>	RD Télécommunication Confédération & cantons
<i>Marc Buschta (jusqu'au 30.6.2020)</i>	Responsable du Bureau Technique policière
<i>Gabriela Maurer</i>	Responsable du Bureau Informatique policière
<i>Marco Rampinelli (jusqu'au 31.10.2020)</i>	Police BL (rédaction du PV)
<i>Beat Gysler (dès le 1.20.2020)</i>	POCA BE (rédaction du PV)

6.3 Membres Direction du programme HIP & TIC (DP HIP & TIC)

<i>Markus Röösl</i>	Président Direction du programme HIP
<i>Michael Muther (jusqu'au 31.5.2020)</i>	Représentant ZPK
<i>Raphael Niederhauser</i>	Représentant CPSNO
<i>Ursus Sonder</i>	Représentant OSTPOL
<i>Roger Muller</i>	Représentant RBT
<i>Daniel Hänni</i>	Représentant PM Zurich
<i>Marc Jäger</i>	Représentant du canton TI
<i>Yvonne Burger</i>	Représentante DFF/AFD-Cgfr
<i>Jean-Baptiste Bärswyl</i>	Représentant DFJP-fedpol
<i>Thomas Kiener (jusqu'au 31.7.2020)</i>	Représentant DDPS-OFPP
<i>Andreas Beeler</i>	RD Télécommunication Confédération & cantons
<i>Martin Page</i>	RD Projets
<i>Walter Crimi</i>	RD Exploitation
<i>Gabriela Maurer</i>	Responsable du Bureau Informatique policière

6.4 Membres Direction du programme Technique policière (DP TP)

<i>Roger Bühner (jusqu'au 30.6.2020)</i>	Président DP TP
<i>Beat Weibel (à partir du 3.11.2020)</i>	Président DP TP
<i>Daniel Bohne</i>	Juriste, Canton de Berne
<i>Pascal Braihier</i>	Représentant CCPC RBT
<i>Thomas Dick</i>	DDPS Comm PM
<i>Philippe Drapela</i>	Spécialiste en balistique, armasuisse
<i>Daniel Eisenhart, Dr</i>	Médecin, Hôpital cantonal Aarau
<i>Pierre Esseiva, Prof.</i>	IPS Université de Lausanne
<i>Matthieu Glardon</i>	Spécialiste en balistique, IRM UNI Berne
<i>Rudolf Hiestand</i>	POCA ZH
<i>Peter Kaltenrieder</i>	Représentant CPSNO
<i>Bruno Kopf</i>	fedpol, PJF
<i>Anja Leipner</i>	FOR Zurich
<i>Hubert Lussmann</i>	Représentant ZPK
<i>Sandro Magni</i>	Représentant ostpol
<i>Samuel Mazan</i>	PM ZH
<i>Laurent Porchet</i>	Canton de Vaud
<i>René Schmitter</i>	Représentant AFD
<i>Etienne Stojanovic</i>	Police des transports CFF
<i>Marc Buschta (jusqu'au 30.6.2020)</i>	Responsable Bureau TP
<i>Adriana Först (jusqu'au 31.5.2020)</i>	Assistante Bureau TIP

6.5 Membres du groupe de travail COM (GT COM)

<i>Oliver Graf</i>	POCA ZH, président GT COM
<i>Philippe Anderes</i>	Ville de Lausanne
<i>Franz Baumann</i>	OFCOM FM / FZ
<i>Andreas Beeler</i>	RD Télécommunication Confédération & cantons
<i>Werner Beyeler</i>	Cgfr Berne, Reg-V 8
<i>Roland Bühlmann</i>	POCA ZH, Reg-V 1

<i>Stefan Gilgen</i>	Canton de Berne
<i>Hans-Jörg Haslebacher</i>	fedpol
<i>Marc Jäger</i>	Canton du Tessin, Reg-V 6
<i>Roland Käser</i>	Canton d'Argovie
<i>Thomas Kiener</i>	OFPP
<i>Marc Mancastroppa</i>	Canton de Genève
<i>Philipp Marro</i>	Canton de Lucerne
<i>Dominique Morand</i>	Canton du Valais, Reg-V 3
<i>Marcel Rotach</i>	Canton de St-Gall, Reg-V 4
<i>Christian Spühler</i>	Canton de Berne, Reg-V 2
<i>Matthias Stähli</i>	Canton de Bâle-Ville
<i>Martin Tanner</i>	Ville de Zurich
<i>Adriana Först (jusqu'au 31.5.2020)</i>	Assistante Bureau TIP